

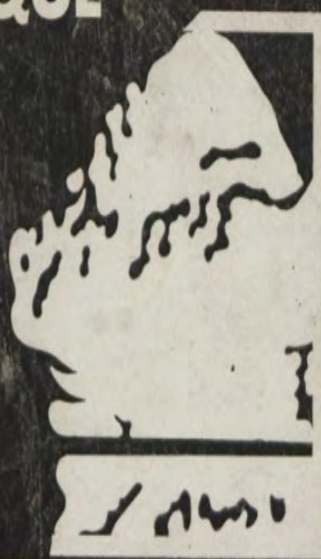
SOUFFLES

REVUE CULTURELLE ARABE DU MAGHREB

VERS
UNE
SOLUTION

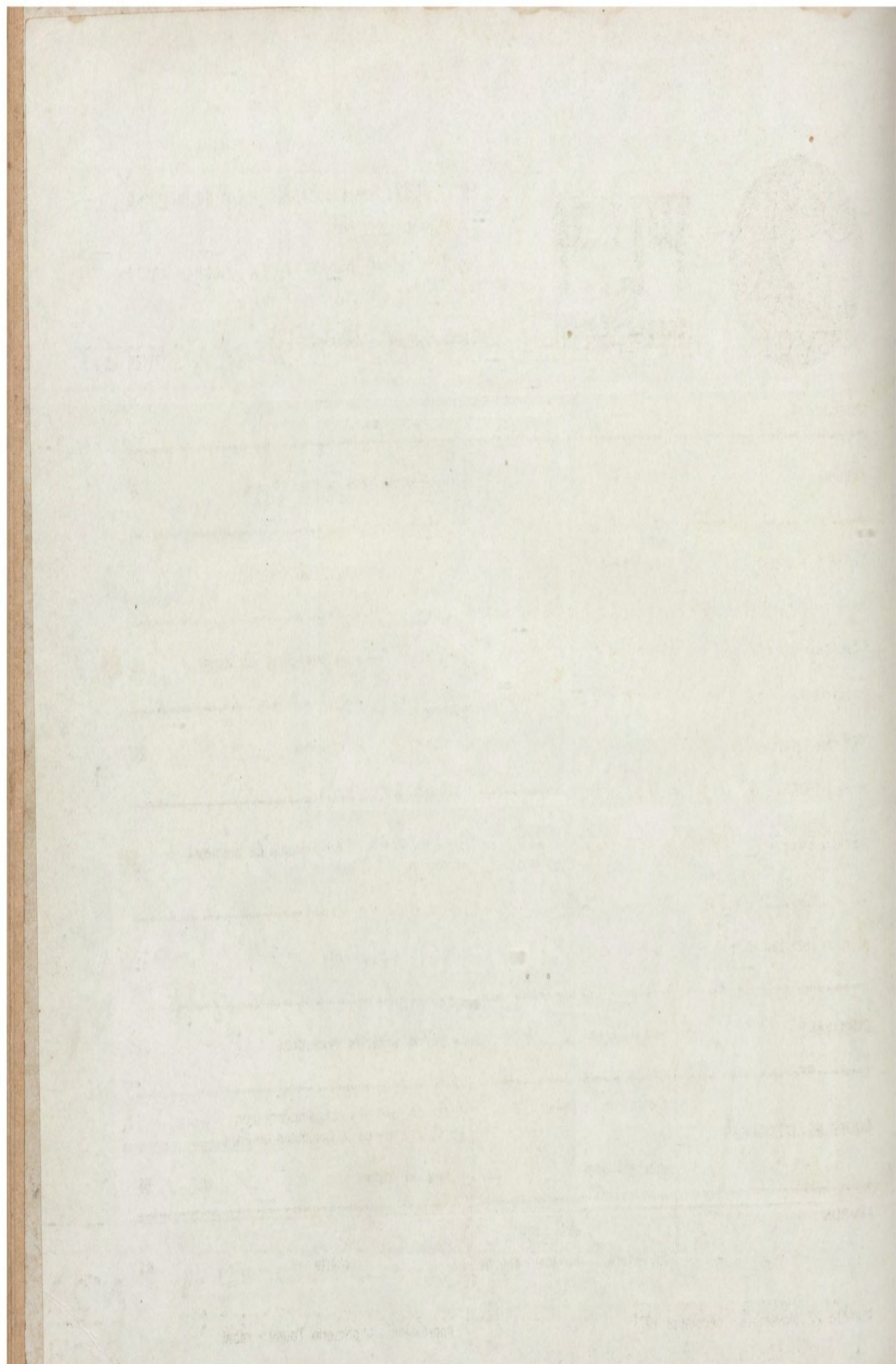


DEMOCRATIQUE
DU
PROBLEME
PALESTINNIEN



le rôle des banques étrangères au Maroc · les aboutissements du
Plan Rogers · coopération et impérialisme · dictature et démocratie
la Bolivie entre les révolutions

N°22
2 DH





SOUFFLES: revue culturelle arabe du maghreb
(6 numéros par an)

Siège social : 4, avenue Pasteur - Rabat - Maroc

C. C. P. : 989.79 - Téléphone : 235-92

Responsable : Abdellatif Laâbi

Sommaire

Editorial	SOUFFLES	les aboutissements du Plan Rogers	6
LUTTES OUVRIERES	ahmed tariq	le combat des mineurs de Khouribga	9
REALITES NATIONALES	hassan iqbal	le rôle des banques étrangères au Maroc	12
TRIBUNE LIBRE		coopération et impérialisme	20
NATION ARABE	f. d. p. l . پ	vers une solution démocratique du problème palestinien	32
ACTION IDEOLOGIQUE	abraham serfaty	dictature et démocratie	41
DOCUMENT	james petras	la Bolivie entre les révolutions	44
SOUFFLES-LITTERAIRES	abdelwahab al bayati	écrits de quelques condamnés à mort après la chute de la Commune de Paris	
	abdellatif laâbi	l'appel de l'Orient	53
LIAISON	U. N. I.		
	couverture mohamed chebaa	charte	64

AVANT - PROPOS

SOUFFLES reparait aujourd'hui après quelques mois d'interruption dus aux difficultés matérielles que nous exposons dans notre "appel pour un fonds de soutien" de la revue. Cette interruption, nous l'avons mise à profit pour réfléchir sur l'ensemble de l'entreprise et pour préciser davantage, en fonction des réalités nouvelles nationales et arabes, le rôle que SOUFFLES peut remplir.

Il est certain qu'une des graves ambiguïtés qui pesait sur notre expérience dès le départ, et qui devenait de plus en plus insoutenable au fur et à mesure que la revue s'engageait dans un combat plus large que celui de la culture, s'exprimait dans le fait que, tout en prenant position aux avant-postes de la lutte anti-impérialiste sur les plans idéologique et culturel, nous tombions du simple fait d'exprimer ce combat en langue étrangère sous le coup de la contradiction la plus flagrante. Nous le disions bien (mais en le contredisant dans les faits) que le combat contre la culture impérialiste et bourgeoise au Maroc et dans le reste du Maghreb passe inéluctablement et obligatoirement par la reprise en main de notre culture, ce qui n'est possible en définitive que par la suppression de l'aliénation fondamentale à savoir l'aliénation linguistique.

Aujourd'hui plus que jamais, et concernant un pays comme le nôtre dont le destin historique, le destin de lutte et de libération sont indéfectiblement liés à ceux de l'ensemble de la nation arabe, la lutte contre la francophonie impérialiste, l'usage de la langue arabe dans tous les domaines de la réflexion et de l'expression est une des conditions fondamentales de notre désaliénation et de notre engagement véritable dans le combat libérateur.

C'est pour cela que nous n'avons pas attendu d'aboutir inconsciemment au cul-de-sac inévitable et à ses conséquences désastreuses, qu'elles soient l'aphasie ou la complaisance et la mauvaise foi. Nous avons œuvré de longue date pour que cette ambiguïté soit supprimée et la seule voie était de réaliser un instrument d'expression et de lutte en langue arabe.

Aujourd'hui cet outil existe: "Anfas" a vu le jour en mai dernier. Par sa périodicité (mensuelle) par son contenu (centré davantage sur les réalités nationales et arabes), par son style (plus accessible) et partant, par le public plus vaste qu'elle touche, "Anfas" remplit à nos yeux plei-

nement son rôle dans le combat national en même temps que dans la confrontation et le dialogue entre la pensée progressiste marocaine et le mouvement de libération et de lutte sociale dans les autres pays arabes.

On nous dira alors pourquoi une revue en langue française ? Nous répondrons sans toutefois entrer dans le détail, que SOUFFLES ne compte pas faire double emploi avec "Anfas" et ne saurait se substituer en aucun cas à la revue en langue arabe pour les mêmes objectifs. C'est dire que le rôle de SOUFFLES est d'abord plus modeste sans toutefois être négligeable.

SOUFFLES s'adressera d'une part à ceux de nos intellectuels nationaux qui, de par leur formation ou de par leurs complexes vis-à-vis de culture occidentale, ne lisent pas l'arabe. Notre but est de porter avec vigueur dans ces milieux le combat idéologique nécessaire et de les amener à découvrir la vitalité et la rigueur de la pensée marocaine et arabe progressiste qui s'exprime dans la langue arabe et par là même inviter ceux qui n'ont pas totalement sombré dans la dépersonnalisation à voir en face leurs contradictions et la nécessité de leur propre reconversion.

SOUFFLES s'adressera d'autre part à l'opinion progressiste étrangère, essentiellement occidentale. Nous pensons en effet que, par notre position géographique, par nos possibilités linguistiques, nous avons le devoir d'éclairer et d'informer la frange de cette opinion qui s'est rangée en maintes occasions aux côtés des peuples arabes et qui a soutenu leur cause. Dans ce sens, nous pensons que cette cause sera d'autant plus soutenue si l'opinion dont nous parlons est informée de l'intérieur des réalités des peuples arabes et de la réflexion des militants progressistes arabes sur ces réalités.

4

Certes, bien des organes de presse progressistes en France et ailleurs se sont fait, surtout depuis quelques années, les témoins de cette réalité et de cette pensée. Mais le fait est que ces témoignages proviennent la plupart du temps de journalistes professionnels et de militants résidant en dehors du monde arabe.

Reste cette pensée qui s'exprime à l'intérieur, proclamée dans la presse arabe ou non. Restent aussi et surtout les textes fondamentaux des organisations révolutionnaires arabes (Palestine - Dhofar - Erythrée, etc...) qui sont rarement traduits en langues étrangères malgré leur importance.

Nous nous proposons de faire un travail continu de traduction afin que ces textes atteignent le maximum d'efficacité.

De ces quelques indications, il ressort que SOUFFLES n'est plus une revue d'expression en langue française, une sorte de tribune progressiste mais tribune forcée de la francophonie, mais une revue de liaison et d'information, l'usage du français prenant alors un statut pratique et objectif (1).

(1) Concernant la création littéraire en langue française, et dans le cadre de cette orientation, nous tenons à préciser que nous ne voulons ni l'encourager, ni l'étouffer. A côté de textes littéraires traduits de l'arabe, nous continuerons à publier des textes de nationaux et de maghrébins écrits en français dans la mesure où ces textes correspondent à l'orientation de la revue.

Enfin, vu les limites matérielles, et considérant aussi les nécessités d'une plus grande concentration et efficacité, nous sommes obligés de nous restreindre (sauf exceptions) à des textes ayant trait au Maghreb et au monde arabe. Non pas que nous soyons moins concernés par le combat africain et tricontinental. Mais nous considérons que d'autres que nous sont mieux placés pour mener à bien cette tâche, notre choix étant tout à fait compréhensible.

Tel est le sens de ce nouveau combat à la participation duquel nous convions tous ceux qui sont conscients de l'urgence de la tâche.

A. Laabi

les aboutissements du plan rogers

Rarement sans doute aura-t-il été plus amer d'avoir eu raison.

En ce mois d'août 1970 où l'ensemble des forces politiques de la bourgeoisie élaborait de savants raisonnements pour justifier l'acceptation du plan Rogers, nous étions seuls de la presse marocaine à écrire ces lignes :

«La cause révolutionnaire des peuples ne s'est jamais développée de façon rectiligne. Ce n'est qu'après de multiples revers et échecs que les peuples révolutionnaires ont été à même de découvrir la vérité révolutionnaire et la voie correcte vers la victoire finale.

6 ... Aujourd'hui une nouvelle épreuve est imposée au peuple palestinien : la capitulation de l'Egypte, de la Jordanie, de la Libye et du Soudan devant les sommations soviéto-américaines, capitulation qui revêt la forme d'un plan de « Paix » — le plan Rogers — dont l'objectif évident est de liquider la résistance palestinienne et d'étouffer le mouvement de libération arabe dans cette région du monde. »

Les porte-parole de la bourgeoisie avaient certes la caution des soi-disant détenteurs de la science historique. Ainsi, par exemple, à la même époque M. Ali Yata écrivait :

Comme on ne peut que se féliciter de voir le peuple palestinien aspirer profondément à recouvrer ses territoires nationaux et à retourner dans son pays, on ne peut également que se réjouir de constater la volonté du peuple égyptien de libérer ses territoires occupés et d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire national.

La lutte que mène le peuple palestinien sert éminemment la cause du peuple égyptien et la lutte du peuple égyptien avantage au plus haut

point la cause de libération nationale du peuple palestinien, tout progrès réalisé par l'un, dans son propre domaine et pour ses propres objectifs, profitant inmanquablement à l'autre.

Certes, la R.A.U. a été battue militairement, en juin 1967, pour des raisons que l'on sait. Mais son mérite historique est de ne s'être pas agenouillée devant l'ennemi. Tout en tirant les leçons de sa défaite militaire, elle a pris la farouche résolution de poursuivre le combat, et elle l'a poursuivi, sans discontinuer, supportant l'essentiel du poids de la lutte générale contre l'Etat sioniste et ses maîtres impérialistes, et portant les coups les plus terribles à sa machine de guerre.

Peut-on, dans ces conditions, reprocher aux dirigeants de la R.A.U. de renforcer l'effort militaire, réel et coûteux, par le recours aux moyens diplomatiques? Honnêtement, non. Sur-tout que l'on sait pertinemment qu'elle maintient son orientation nationale anti-impérialiste, développe l'aide à la Résistance Palestinienne, soutient de toutes ses forces la cause de libération de tous les peuples arabes.»

Honnêtement ? Les bombardements et le napalm sur amman, sur Wahdat, sur Irbid, les milliers de morts palestiniens, le silence, pendant cinq jours, de Nasser, de Khaddafi, de Numeiry, la démarche de l'U.R.S.S. pour empêcher l'intervention syrienne, le pont aérien américain pour remplacer les chars détruits par la Résistance palestinienne. Honnêtement ou complot, complot concerté et prémédité ?

Le sang de Amman et de Wahdat ne s'effacera pas de la mémoire du peuple arabe. Les menteurs, les fourbes, les politiciens à courte vue, au moment décisif, ont fait le jeu des assassins.

Aujourd'hui, l'impérialisme et le sionisme triomphent. Le foyer ardent de la Révolution palestinienne est maîtrisé : les pâles successeurs de Nasser préparent, dans un grand concert de bluff, la capitulation ; les forces réactionnaires arabes, féodales et bourgeoises, n'exercent leurs griffes que sur les patriotes.

Ils triomphent. Mais les peuples ? Les peuples apprennent : « Ce n'est qu'après de multiples revers et échecs que les peuples révolutionnaires ont été à même de découvrir la vérité révolutionnaire et la voie correcte vers la victoire finale ».

Nous n'avons pas ici à tirer les leçons pour la Révolution palestinienne. Celle-ci, ayant émergé de vingt années de souffrances du peuple palestinien, s'est enracinée dans les masses du peuple depuis la faillite des bourgeoisies arabes en juin 1967. Dans ces trois années jusqu'aux combats de septembre 1970, le peuple a forgé la conscience, l'organisation, la formation au combat, qui lui ont permis de faire face aux chars et au napalm.

Ces acquis sont désormais irréversibles. Ils sont à ce jour l'acquis principal de la Révolution Arabe.

En revanche, notre devoir est de nous interroger sur les raisons de l'inaction des masses arabes face à ces massacres. Est-ce à dire que celles-ci étaient devenues indifférentes à la Révolution palestinienne et à la cause de la libération de la Palestine ? Chacun sait que non. Mais alors, pourquoi cette inaction ?

Elle est due, à notre avis, à l'emprise en-

core importante de l'idéologie bourgeoise sur les masses arabes, à l'absence d'organisations révolutionnaires en mesure de mobiliser ces masses.

Depuis un an cependant, la vague réactionnaire qui submerge le monde arabe crée les conditions qui permettront de démasquer et de déraciner l'idéologie bourgeoise, et principalement sa forme la plus pernicieuse, qu'il nous faut bien appeler par son nom, le nassérisme.

Idéologie, certes, de la renaissance arabe, elle contenait cependant son contraire dans la mesure où elle refusait de faire confiance aux masses, de s'appuyer sur les masses pour combattre l'impérialisme et le sionisme.

Idéologie de petits-bourgeois technocrates elle ne voyait que la guerre classique pour s'opposer au sionisme. Par là même, l'émergence, dans la faillite de juin 67, de la guerre révolutionnaire du peuple palestinien devenait objectivement un danger.

Idéologie de petits bourgeois technocrates cautionnés par le thème révisionniste de la voie non-capitaliste de développement, elle ne voyait que la planification bureaucratique et l'importation d'usines complètes pour créer les conditions du développement économique. Aujourd'hui, le fellah égyptien voit sa vie inchangée, l'ouvrier de Hérouan subit la répression, comme déjà en 1953 celui de Kafr-el-Dawar, mais les technocrates grandis à l'ombre de la tutelle soviétique se préparent à entrer plus franchement dans la sphère du capitalisme international. Pour les besoins de la cause, Khadafi décrète que l'Europe occidentale n'est plus colonialiste.

z

Idéologie du nationalisme bourgeois, le rejet de la lutte des classes la mène aux embrasades avec Fayçal, pendant que l'on exécute Abdelkhalek Mahjoub.

Idéologie du nationalisme bourgeois, elle a contribué au grignotage de la Résistance palestinienne en Jordanie à l'ombre des accords du Caire, à l'ombre du mythe de la fraternité arabe entre oppresseurs et opprimés, entre dirigeants féodaux et bourgeois complices ou capitulards devant l'impérialisme et le sionisme, d'une part,

et le peuple arabe d'autre part. Aujourd'hui encore, à Djeddah, s'efforce-t-elle de sauver ce qui reste du mythe.

Comme à Gaza, comme au Dhofar, comme à Oman, comme en Erythrée, l'ensemble des masses arabes sauront, dans l'écroulement des idéologies bourgeoises qui les ont si longtemps trompées, trouver la voie juste de leur libération.

SOUFFLES



luttons ouvrières

Du 20 septembre au 5 décembre de cette année 1971, les six mille mineurs des exploitations souterraines de Khouribga ont mené la grève la plus longue dans l'histoire de la classe ouvrière marocaine. Cette lutte, la plus importante, la plus dure aussi, de cet automne de luttons ouvrières, est à la mesure des traditions héroïques des mineurs marocains, des mineurs de Khouribga en particulier.

Pourquoi au Maroc comme ailleurs dans le monde soumis à l'exploitation capitaliste, les mineurs sont-ils à l'avant-garde des luttons ouvrières ? Cela n'est pas dû seulement au danger de leur métier, bien que ce fait compte. Ces ouvriers qui tous les jours affrontent tranquillement les risques d'éboulement et d'accident mortel ne peuvent évidemment être impressionnés par les déclarations des petits messieurs en complet veston coupé aux dernières modes parisiennes. Pas plus qu'ils n'avaient été impressionnés par les armées du Protectorat.

Mais aussi, il faut savoir que leur métier est de ceux où la tentative de transformation par l'appareil capitaliste du prolétaire en machine dépourvue de pensée rencontre le plus vite ses limites. Les spéculations des ingénieurs enfumés dans l'atmosphère conditionnée de leur bureau à leur club ou des experts internationaux du grand Capital valent peu de chose face à la réalité de la nature qu'affronte le mineur à 50 mètres ou à 500 mètres sous terre.

le combat des mineurs de khouribga

par ahmed tariq

Ceci explique que l'émergence historique du prolétariat marocain fut d'abord celle des mineurs, et d'abord celle des mineurs des deux plus grandes mines du pays, celle des mineurs de phosphate de Khouribga et celle des mineurs de charbon de Jerada.

Mars-avril 1948. Depuis bientôt un an, le mouvement national affronte une nouvelle phase de répression, celle dirigée par le général Juin. Mais depuis 1945, la classe ouvrière marocaine s'était organisée en syndicats. Certes le poids des influences colonialistes sur l'encadrement de ces syndicats visait en fait à détourner la classe ouvrière des aspirations de l'ensemble de la nation. Mais celle-ci ne devait pas tarder à faire déchanter ces apprentis sorciers.

Aussi les grèves qui pendant près de deux mois soulevèrent des dizaines de milliers d'ouvriers contre le patronat colonial et contre l'appareil du Protectorat, à Casablanca et à Safi comme à Khouribga et à Jerada, étaient d'abord un coup porté à l'appareil colonial. Dès ce moment, le centre de gravité de la lutte nationale passait aux bidonvilles des Carrières Centrales de Casablanca et aux villages ouvriers de Khouribga et de Jerada.

Dans ces grèves de mars-avril 1948, les mineurs de Khouribga et de Jerada eurent à supporter le choc le plus dur de l'appareil répressif des armées coloniales. A Khouribga, le général Juin fit encercler les villages ouvriers par troupe, l'eau et le ravitaillement étaient coupés, les avions militaires français étaient envoyés en rase-mottes sur les

baraquements ouvriers. Malgré cela, les mineurs tinrent plus de trois semaines.

Si, à partir de Juin 1948, la pression démantèle les organisations syndicales des mineurs, leur volonté de lutte n'était pas pour autant entamée.

Au-delà même de leur participation à la lutte nationale dans les sombres et dures années de 1948 à 1955, ils devaient, le 20 août 1955, contribuer puissamment à asséner le coup de grâce à l'appareil du Protectorat chancelant.

Ce jour-là, les mineurs des phosphates de Khouribga et de la mine de fer voisine des Aït-Amar près de Oued-Zem, se soulèvent en masse, infligent plusieurs milliards de dégâts aux installations du pillage colonial, démentèlent à Oued-Zem l'appareil répressif du Protectorat. Le général Duval, commandant en chef des troupes françaises au Maroc, accouru en avion sur les lieux, est abattu par les résistants.

10

Le colonialisme français se dépêcha alors de sauver ce qu'il pouvait encore sauver en engageant les conversations d'Aix-les Bains avec les politiciens bourgeois. Le repli néo-colonial avait d'ailleurs été préparé au sein d'associations telles que les Amitiés Marocaines, dont le fondateur était un agent connu de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et où se retrouvaient, avec le banquier Lorrain-Cruse et un personnage multiple nommé Jacques Reitzer, de jeunes hommes d'affaires marocains dont certains occupent aujourd'hui de hauts postes ministériels. Ce n'est pas un hasard si ces mêmes protagonistes se retrouvent aujourd'hui au centre ou dans les coulisses du pouvoir. Mais ils ont toujours en face d'eux, comme en août 1955, la classe ouvrière marocaine. Les haines de classe remontent loin et ne sont pas sans fondement. Cependant à travers la confusion néo-coloniale dans les années qui suivirent l'indépendance, les mineurs marocains surent imposer des conquêtes sociales qui sont aujourd'hui autant d'armes de lutte.

La principale de ces conquêtes fut le statut du mineur dont la promulgation en décembre 1960 fut arrachée par la grève. Ce fut à l'Office Chérifien des Phosphates que l'application du statut fut la plus étendue, bien que comportant encore des modalités contraires à l'esprit même du statut, telles que le classement des abatteurs en catégorie 2 de manœuvre spécialisé alors que leur travail est celui d'ouvrier spécialisé de la catégorie 3, point qui fait

partie des revendications essentielles de la grève de 1971.

Cependant, la force et l'unité de l'ensemble du personnel de l'O.C.P., démontrées par une grève générale de dix jours de l'ensemble des centres miniers de Khouribga et Youssoufia et des centres portuaires de Casablanca et Safi, cette force et cette unité avaient pu arracher d'importantes victoires. En deux ans tant du fait de l'augmentation générale de juillet 1961 que du reclassement dû au statut du mineur, la masse salariale des ouvriers et employés de l'O.C.P. fut revalorisée de 45%. Ce qui permet à l'abatteur d'atteindre le salaire moyen de 20 dirhams par jour que l'actuel Directeur Général de l'O.C.P. trouve trop élevé alors qu'il permet au mineur de toucher en un mois à peine la valeur des dix tonnes de phosphate qu'il abat en une journée!

Mais, par cette lutte et les conventions qui suivirent, les mineurs des phosphates imposèrent le respect de leur travail, firent reculer la répression et les brimades quotidiennes.

Cependant, la Direction Générale de l'O.C.P., et derrière elle le pouvoir, savaient qu'ils devaient réduire ce bastion de résistance ouvrière. Leurs manœuvres réussirent à diviser et à séparer de la masse des mineurs les principaux responsables des syndicats des phosphates, et conduisirent, dans le cadre même de l'évolution opportuniste de la direction de l'Union Marocaine du Travail, à la bureaucratisation du syndicat des phosphates et à la disparition de fait de la Fédération des Mineurs, dont certains dirigeants sont aujourd'hui au pouvoir.

A partir de 1967 et avec l'arrivée à la Direction Générale de Karim Lamrani, le pouvoir et avec lui le grand Capital étranger pour les raisons que nous évoquerons plus loin, crurent le moment venu de briser la classe ouvrière des phosphates. Les brimades du passé reprirent leur cours; sous le moindre prétexte, les primes de rendement étaient diminuées, les journées de travail pointées comme absences, l'arbitraire quotidien reprenait de plus belle.

Ceci conduisit à la grève de novembre-décembre 1968. Là encore la Direction Générale croyait que les mineurs de Khouribga ne tiendraient que deux ou trois semaines. Mais ceux-ci résistèrent, vendirent leurs quelques biens, vélomoteur, machine à coudre, vêtements, et tinrent plus de 50 jours.

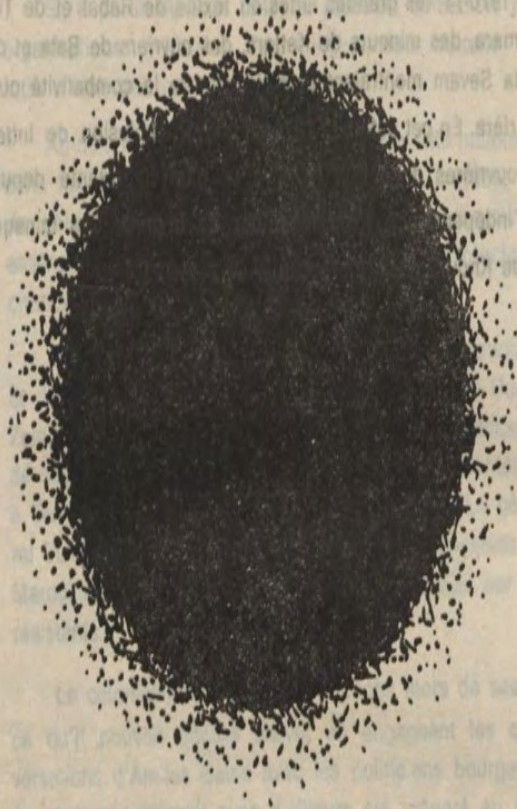
Au cinquantième jour de la grève, le pouvoir crut briser la lutte par la force, par la réquisition et l'emprisonnement des ouvriers qui refusaient d'y répondre. De

puissantes manifestations de masse devant la gendarmerie obligèrent le pouvoir à libérer les détenus et à opérer un recul. La direction Générale de l'O.C.P. dut accorder une indemnité non remboursable de 600 DH par ouvrier.

En cet automne 1968 où, depuis plus de sept années, la classe ouvrière était anesthésiée par la bureaucratie syndicale, où le pouvoir se croyait tout permis, cette lutte puissante des mineurs de Khouribga fut le premier jalon de la renaissance des luttes ouvrières dont cet automne 1971 a vu l'éclatement.

En 1968-69, les grèves des mineurs de Jerada d'Aculj-Mibladen, de Jebel Aouam, vinrent prendre la relève. En

1970-71, les grandes luttes du textile de Rabat et de Témara, des mineurs de Kettara, des ouvriers de Bata et de la Sevam montraient la maturation de la combativité ouvrière. En cet automne 1971, la grande explosion de luttes ouvrières dans tout le pays, la plus importante depuis l'indépendance, s'ébranla autour de la grève des mineurs de Khouribga, commencée le 20 septembre.



Le rôle des banques étrangères dans la colonisation du Maroc :

Nous avons la réputation de l'Eldorado des affaires au sein des milieux financiers français et européens. Nous avons, à l'heure actuelle, le privilège trop lourd pour notre peuple, d'être le pays où les fortunes se font le plus vite. Un proverbe africain dit que l'avenir les défait aussi brutalement qu'elles se sont bâties rapidement. Et l'avenir, les hommes le font.

Quant au passé, le rôle des grandes banques françaises fut prédominant dans la pénétration et la colonisation de notre pays. Déjà au XIX^e siècle, en 1860, à l'occasion de l'occupation espagnole qui dura deux ans, les banques étrangères allaient jouer une première fois un rôle politique déterminant. Sous la pression

le rôle des banques étrangères au Maroc

par hassan iqbal

de l'Angleterre, l'Espagne retire ses troupes de Tétouan contre le versement d'une forte indemnité dont le montant fut prêté par les banques anglaises. Celles-ci se sont fait rembourser grâce au contrôle qu'elles effectuèrent sur les droits de douane perçus par l'Etat marocain. Ainsi, l'une des expressions économiques de la souveraineté politique de l'Etat tombait aux mains des banques étrangères. Le même procédé fut employé par une banque française, la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui, au début du siècle, allait jouer un rôle déterminant dans la colonisation, au moyen de prêts massifs à l'autorité centrale et sous prétexte de moderniser l'armée du roi pour lutter contre l'étranger. Cette opération, strictement financière en apparence, visait un double objectif politique de pénétration :

— rétablir l'autorité centrale en utilisant l'armée locale contre les révoltes populaires ;

— rendre le pouvoir central prisonnier des prêts en hypothéquant l'économie du pays.

On aboutissait ainsi à une désagrégation et du pays et du pouvoir, par le maintien de celui-ci dans la dépendance et son utilisation pour colmater les révoltes paysannes conduites souvent par des chefs de tribus qui exprimaient déjà, dans sa forme historique, la nécessité de lutter contre l'envahisseur. Dans les campagnes et l'arrière-pays, une société, un mode de production voulaient ainsi résister, se défendre contre la pénétration des formes nouvelles du capitalisme. Mais les villes étaient en partie colonisées économiquement et avaient leur horizon tourné vers l'étranger, plus riche, et cette colonisation bien plus insidieuse précédait la colonisation officielle. Elle fut en partie l'œuvre des agents des banques européennes installées dans les villes du littoral qui se trouvaient en relations d'affaires avec une fraction de la bourgeoisie marocaine. En 1904, un groupe d'hommes d'affaires et de financiers représentant la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, etc..., forme le **Comité du Maroc** qui allait devenir le moteur de la colonisation. Avec beaucoup de cynisme, son bulletin se proposait d'expliquer comment ces banques allaient « s'efforcer par tous les moyens en leur pouvoir de développer l'influence et le commerce français en Afrique du Nord, combattre l'hostilité de l'opinion publique et montrer aux esprits éclairés notre pensée patriotique absolument désintéressée et étrangère à toute préoccupation d'affaires ».

Ces banques étrangères se sont partagé le Maroc, ont dépossédé les paysans de leurs terres et ont interdit aux nationaux d'investir. « Les Cahiers Financiers » du 16 mars 1954 publiaient les résultats d'une étude qui révélait que 93 % des sociétés dont le capital dépassait les 100 millions étaient contrôlées par des Français, 5 % des sociétés étaient contrôlées par d'autres étrangers et 2 % par des Marocains.

Elles ont monopolisé les transports, les mines, le commerce extérieur et les transactions immobilières, mettant en coupe réglée l'exploitation du pays et se répartissant le pillage de ses ressources.

L'attitude du pouvoir marocain face aux banques étrangères au Maroc après l'indépendance

131

Les banques étrangères au Maroc allaient modifier leur stratégie. Leur comportement conquérant des années d'occupation allait céder devant des nécessités de prudence. Une attitude discrète, la mise en veilleuse de certaines affaires, la suppression d'investissements projetés allaient ralentir le niveau d'activité de larges secteurs de l'économie marocaine. Ces banques allaient attendre l'évolution de l'attitude du nouveau pouvoir, la consolidation et l'issue qui allaient résulter de la lutte entre les forces de classes représentées au sein du gouvernement. Car la composition hétérogène de ce dernier symbolisait l'union de l'ensemble des classes à l'exception de la fraction traître de la féodalité, contre l'ennemi commun. Consolidation, car le pouvoir tribal ne s'accommodait pas de l'alliance de la bourgeoisie et de la féodalité qui avait épousé les vues nationalistes : ce pouvoir tribal que le

colonialisme français avait su utiliser un moment (Addi ou Bihi ; certains aspects des événements de 1958-59 dans le Rif). Cette réserve des banques étrangères posait un problème, dans la mesure où elles contrôlaient :

- les affaires les plus importantes du pays ;
- le système du crédit qui prête de l'argent à ceux qui veulent investir, créer des affaires, créer de nouveaux emplois.

Elles entraînaient ainsi le pays dans une crise économique par le ralentissement sensible du niveau d'activité et par la fuite des capitaux.

14 Devant une telle situation, l'évolution de l'attitude du gouvernement, aux mains de la bourgeoisie, puis de la petite-bourgeoisie, vis-à-vis des banques étrangères, montrait la myopie politique et les contradictions internes au sein de la représentation politique de ces classes. En témoigne l'évolution des textes et des comportements. Ces deux caractères, myopie et contradictions, allaient s'expliquer par l'illusion qu'avait la bourgeoisie d'une collaboration harmonieuse avec les forces de classe rétrogrades et celles du néo-colonialisme français. Par ailleurs, ces mêmes caractères laissaient prévoir la tendance d'une fraction de la bourgeoisie nationale à se constituer en oligarchie par son mariage avec les catégories rétrogrades de l'appareil d'Etat.

Cette myopie des différentes fractions de la bourgeoisie au gouvernement se manifestait par le fait qu'au lieu de prendre l'argent là où il se trouvait, sur le territoire national et aux mains des banques étrangères, elles allaient le chercher ailleurs.

La contradiction de nos gouvernants bourgeois de l'époque est aussi dans les textes, ceux des **Plans** et celui du **Code des Investissements Industriels**, textes qui tentent de répondre à la question : où trouver de l'argent pour financer le développement économique.

A — **Le premier plan quinquennal (1960-1964)** donnait deux réponses :

1) la plus grande partie de l'argent dont on aura besoin pour le développement sera fourni par les **capitaux privés nationaux** ;

2) le reste de nos besoins sera couvert par une **aide extérieure** qui revêt, de ce fait, un **aspect secondaire**.

Ainsi, le premier plan apparaît comme l'appel à la bourgeoisie nationale et la possibilité pour elle d'accéder à un contrôle de l'économie du pays. Mais où et comment investir, alors que les banques étrangères contrôlent cette économie et que les gouvernants laissent ces banques opérer en toute quiétude ? Mais c'est surtout le facteur proprement politique qui constitue l'obstacle majeur pour la bourgeoisie nationale à son accession au rang de classe économiquement dominante, en passant de la phase du négoce à celle de l'industrialisation. Le facteur proprement politique est constitué par la lutte, d'abord sourde, puis déclarée et répressive, entre les forces de la néo-féodalité qui détiennent la réalité du pouvoir au sein de l'appareil d'Etat et celles de la petite et moyenne bourgeoisie. Ainsi, la **fraction entreprenante** de la bourgeoisie nationale attend l'issue, tout comme les banques étrangères, pour mieux tirer parti des avantages consentis par l'Etat qui s'em-

presse alors de donner toutes facilités à cette catégorie qui va grossir les rangs de l'oligarchie, future base de classe du pouvoir.

Quant à la bourgeoisie nationale, comme classe sociale, dans son ensemble, elle s'est révélée incapable, économiquement et politiquement, de prendre le relais du capitalisme étranger au Maroc, en exerçant le contrôle effectif des banques étrangères par la nationalisation, ou même le rachat. Comment expliquer cette incapacité, sinon par sa faiblesse dans le domaine économique, où elle n'est présente qu'au niveau du commerce, l'absence de fermeté et de clarté dans la conscience de classe ayant un rôle historique à jouer, qui la font à la fois craindre les mouvements de masse et faiblir devant les offres du pouvoir.

B — **Le plan triennal (1965-1967)**, tirant la leçon, consacre la victoire de ceux qui pensent que le développement économique, c'est d'abord avoir l'argent de l'étranger pour investir. Le pouvoir **fait appel en priorité à l'investissement privé étranger** et s'inspire de l'expérience espagnole qui s'oriente vers le tourisme. Les banques étrangères et les grandes familles marocaines (Alaoui et Benjelloun) investissent, une fois la tourmente de mars 1965 passée.

C — **Le deuxième plan quinquennal (1968 - 1972)** apparaît comme la prolongation du plan triennal. Mais avec cette différence que, prenant acte de l'échec à l'appel à l'investissement privé étranger, le pouvoir s'adresse à l'investisseur **public** étranger, états et organismes financiers « internationaux », c'est-à-dire les organismes dirigés par Mac Namara, le grand stratège de la guerre au Vietnam, pour financer l'équipement des

campagnes. C'est parce que les banques qui sont sur notre sol national sont contrôlées entièrement par les intérêts français, espagnols et américains que notre pays est réduit à la mendicité internationale. C'est surtout parce que le pouvoir a protégé et protège les intérêts économiques de ces banques étrangères qui colonisent le Maroc, alors que ces mêmes banques, au lieu d'investir l'argent pompé de nos richesses, le transfèrent en France et ailleurs. Pourquoi ne sont-elles pas obligées de l'investir ici même ? Parce que, loin de les y contraindre, le pouvoir encourage ce transfert légalement. C'est ainsi que le Code des Investissements Industriels de 1958, au fur et à mesure des modifications qui lui sont apportées, abandonne des concessions énormes aux sociétés étrangères sous la pression des banques installées sur notre territoire. Dès 1960, des avantages douaniers, fiscaux, une prime d'équipement et des garanties de transfert sont donnés en matière de bénéfices et de revente de tout matériel et bâtiment en cas de liquidation. Pourtant, les banques étrangères n'ont pas confiance et elles réclament plus : que les impôts de l'Etat soient moins lourds !

Et puis, quel avantage ces banques et sociétés ont-elles à investir chez nous, si ce n'est les bas salaires qu'elles donnent aux travailleurs marocains ? Mais pourquoi voudrait-on qu'elles investissent dans notre pays, puisque le pouvoir encourage l'exportation de travailleurs marocains en Europe ? Ainsi, tout se passe comme si, des deux sources de richesses de notre pays, à savoir le prélèvement des ressources naturelles et l'exploitation de la force de travail des travailleurs marocains, les banques et les sociétés étrangères ont choisi :

- 1) de maintenir leurs investissements au niveau le plus bas pour réduire les risques
- 2) de transférer non seulement les bénéfices, mais aussi la force de travail des ouvriers marocains qui sont obligés de s'expatrier pour travailler, étant donné l'absence d'industrialisation.

Qu'est-ce que la marocanisation ?

Une politique d'industrialisation, dix ans d'expérience l'ont prouvé, suppose une nationalisation et une expropriation des banques étrangères qui détiennent et contrôlent le financement de l'économie de notre pays.

16 Aussi, le pouvoir ne pouvait-il rester silencieux devant une telle situation. Sa politique a été définie : ni nationalisation, ni expropriation, mais marocanisation. La poussée du marasme économique et des revendications de la grande bourgeoisie d'affaires a conduit le pouvoir à définir cette politique qui consiste à développer et légaliser le mariage de cette grande bourgeoisie marocaine avec les entreprises et les banques étrangères existant au Maroc. L'une des deux faces de la politique de marocanisation consiste plus précisément à associer l'oligarchie marocaine aux grandes affaires industrielles et commerciales étrangères, plus particulièrement françaises. Pour le capitalisme français au Maroc, c'est une assurance politique pour le maintien et le développement de ses affaires dans la plus pure lignée coloniale. La différence ? Des Marocains dans les conseils d'administration, très choisis et qui ont fait la preuve de leur « compétence ». Cette face de la politique de marocanisation, bâtie de concert avec les banques étrangères qui con-

trôlent notre économie et notre commerce extérieur, est destinée à mieux cimenter l'oligarchie. La deuxième face de cette marocanisation est adressée à la bourgeoisie dans son ensemble ou du moins à ses fils, sortis des facultés, et qui trépigment dans les antichambres pour une demande d'emploi dans les assurances et les banques. Elle concerne la marocanisation des cadres qui s'avère nécessaire car le chômage s'installe au sein même des diplômés qui commencent à prendre, tout comme nos ouvriers, le chemin de l'exil. Elle consiste à remplacer les technocrates français par de jeunes Marocains qui se mettraient au service des compagnies et des banques étrangères. Ainsi, la marocanisation remplirait une double fonction d'élargissement de la base sociale du pouvoir :

- 1) vis-à-vis de l'oligarchie, en ayant convaincu les groupes financiers du bien-fondé de sa participation à leurs affaires
- 2) vis-à-vis de la bourgeoisie, en ouvrant la soupape de sûreté contre le chômage d'une partie de ses fils, victimes directes de l'oligarchie et des banques d'affaires qui contrôlent le système du crédit, freinant l'industrialisation où ils auraient trouvé leur place.

Quelles sont ces banques étrangères ?

Sur une trentaine de banques au Maroc, deux seulement sont presque entièrement contrôlées par des Marocains : la **Banque marocaine du Commerce extérieur**, où la participation de l'Etat est fort importante, et la **Banque populaire**.

Toutes les autres banques sont à dominante étrangère. Elles se divisent en deux catégories :

— les banques étrangères où l'on retrouve

les grandes familles marocaines ;

— les banques étrangères où participent l'Etat marocain et les grandes familles marocaines.

Le tableau I indique aussi que l'on retrouve assez souvent les mêmes familles marocaines liées à plusieurs banques différentes. Un indice de la prospérité des banques : des nouvelles venues s'installent à Casablanca, américaine, anglaise et suisse.

Le montant annuel du total de ce dont disposent les dix principales banques retenues dans le tableau est de près de 3,2 milliards de dirhams (moyenne 1969-1970) et représente 75 % des investissements de l'Etat marocain dans la totalité des secteurs de l'économie pendant 5 ans (1968-1972).

Quant à leur bénéfice, c'est le bénéfice déclaré, il ne représente que 20,3 millions de dirhams, c'est-à-dire bien moins que le 1/1000 de ce dont ils disposent !

Mais c'est dans le contrôle des entreprises que ces banques excellent. Ainsi, pour le Crédit du Maroc, par exemple, aucun secteur n'échappe à son action, l'agriculture, les mines, le commerce, l'industrie, le tourisme. Il est présent partout (tableau II).

Mais la remarque fondamentale est la suivante : depuis 1904, date à laquelle s'est constitué le Comité du Maroc groupant les grandes

banques françaises, le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, jusqu'à ce jour, ces mêmes banques étrangères dominent l'industrie et les mines dans notre pays. Ainsi, la majeure partie des rapports de production capitalistes au sein de notre économie est aux mains du capitalisme français, celui-là même qui a présidé et béni l'occupation militaire de notre pays et la colonisation de notre peuple. Nos bourgeois capitalistes se réduisent à quelques affairistes entreprenants qui ne posent pas une pierre ou n'inaugurent pas une machine sans la protection des banques ou de l'Etat, si ce n'est des deux. Au fond, elle a préféré l'affairisme à l'entreprise, devenant le courtier de ceux dont elle aurait dû prendre la place. Pouvait-elle faire autrement, elle qui avait cru un instant à sa victoire ? La féodalité veillait aux intérêts de ceux (les capitalistes français) qui l'avaient prise pour ce qu'elle n'était pas : une nationaliste. Et en 1956, le Protectorat rectifiait relativement vite sa méprise de 1953, ne donnant pas le temps historique à la bourgeoisie de forger un mouvement national d'une intransigeance sans merci. La féodalité s'est remise vite en selle et a repris les rênes. Mais le cheval blessé par les éperons ne peut que ruer. L'oligarchie peut-elle, sans se nier, adopter une attitude nationaliste vis-à-vis des banques étrangères ? C'est là tout au moins la contradiction insurmontable sur laquelle repose la politique de séduction qu'a entamée le pouvoir depuis quelques mois.

TABLEAU I

		CAPITAL	DE QUELLES POSSEDENT	BENEFICES	PARTICIPATION DES GRANDES FAMILLES MAROCAINES
LES BANQUES ETRANGERES	Compagnie marocaine de Crédit et de Banque (1970)	14 500 000	324 000 000	1 890 000	
	Banque Marocaine pour le Com- merce et l'Industrie (1969)	8 000 000	399 000 000	3 000 000	
	Société générale marocaine de Banque (1969)	8 000 000	223 000 000	1 800 000	Tazi Mohammed- Moulay Hafid el Alaoui
	Banque américano-franco-suisse pour le Maroc (1970)	3 000 000	66 000 000	300 000	Haj Hassan Benjelloun
	Crédit du Maroc	8 000 000	353 000 000	3 000 000	Lamrani - BenBrahim Abdelmajid Benjelloun
	Banque Commerciale du Maroc (1970)	8 000 000	440 500 000	1 400 000	
LES BANQUES ETRANGERES A FAIBLE PARTICIPA- TION DE L'E- TAT MARO- CAIN	UNIBAN : Union Bancaria Hispa- no Marroqui = participation de la Société Nationale d'Investissements	16 000 000	450 000 000	3 500 000	Jennane - Nejjaï
	Banco Espanol en Marruecos = participation de la BMCE	2 500 000	77 000 000	1 200 000	Kettani - Bennani - Slaoui Sebti - Lamrani
	Société de Banque du Maghreb = participation du Crédit Hô- telier et Immobilier (1969)	7 000 000	302 400 000	1 700 000	
LES BANQUES MAROCAINES A FAIBLE PARTICIPA- TION ETRAN- GERE	Banque marocaine du Commerce extérieur	12 500 000	551 200 000	2 500 000	Haj Omar Sebti - Lamrani - Kettani Bennani - Slaoui
	Banque populaire				

TABLEAU II

Grandes familles étrangères	Rothschild - Gradis Lazard - Boussac Hersent	Morgan Rothschild Mirabaud Schneider Lazard	Finance Suisse Schneider Rotschild Finance USA
Grandes familles marocaines	Demnati Ben Brahim Bennani Lamrani		Lahoussine - Md Tazi - Moulay Hafid El Alaoui - Demnati Haj Hassan Benjelloun
Banques étrangères	Banque nationale de Paris Banque de Paris et des Pays-Bas Société de Banque et de Participation Crédit Lyonnais	Banque de Paris et des Pays - Bas	Compagnie française de Crédit et de Banque Crédit commercial de France Société générale
Banques filiales au Maroc	Crédit du Maroc Banque marocaine pour le Commerce et l'Industrie	Banque de Paris et des Pays - Bas	Société générale marocaine de Banque Banque Américano - franco-suisse pour le Maroc Compagnie marocaine de Crédit et de Banque Société de Banque du Maroc
Entreprises sur le sol national contrôlées par des banques étrangères	Société agricole et Viticole des Aït Yazzem Huileries Lesieur "SIAMAR"(Société des Investissements agricoles au Maroc Immobilière et Constructions du Maroc Société de participation et de Contrôle Mines de Zellidja Cie minière et métallurgique	Hydraulique Afrique Maroc Hamelle Afrique France Auto Omnium Nord - Africain	Compagnie générale du Maroc Omnium Nord - Africain Pennaroya - Maroc
Entreprises de l'Etat marocain ayant participations dans les entreprises étrangères	B R P M O C P	B R P M O C P	B R P M O C P

coopération et impérialisme (*)

20

Il serait temps que la critique de la coopération par les coopérants sorte du contexte moral qui a été le sien jusqu'à maintenant, et dépasse le stade de la mauvaise conscience. La « coopération » n'est pas le péché originel. Elle n'est qu'une conséquence d'un fait central : la domination impérialiste. Il n'appartient donc pas aux coopérants de la faire cesser du jour au lendemain. Leur départ, à titre individuel, ne serait pas un acte politique. Il ne changerait rien, dans l'immédiat, à l'issue du combat décisif qui se poursuit sur le front anti-impérialiste. Par contre, ils peuvent à leur place et suivant leurs moyens, participer à ce combat et, en tout premier lieu, par un travail de clarification idéologique sur le contenu impérialiste de la coopération.

Ce texte propose une première contribution à cet objectif.

LA COOPERATION DANS SES ŒUVRES : UNE COURROIE DE TRANSMISSION DE L'IMPERIALISME

A. — UNE MYSTIFICATION :

LA COOPERATION COMME AUXILIAIRE DU DEVELOPPEMENT

(*) Par un groupe de coopérants progressistes.

1. — Le Maroc, dont l'économie est de plus en plus intégrée au marché mondial, se trouve dans l'aire de domination impérialiste. C'est une vérité simple qu'il faut se garder d'oublier. Pourtant, chacun d'entre nous, même les plus vigilants, l'oublie chaque jour lorsqu'il parle de développement à ses élèves, à ses collègues de bureau.

Le « développement » dont nous parlons ainsi innocemment, c'est évidemment le développement dans le cadre capitaliste. Il n'est plus nécessaire de démontrer aujourd'hui (après Lénine, les études récentes de Jalée, Palloix, Emmanuel, Amin et les statistiques les plus officielles des Nations-Unies) que dans ce cadre les pays dominés, dits sous-développés, *ne se développent pas*. Les mécanismes de l'échange inégal, le maintien d'une division internationale du travail désastreuse, la dégradation des termes de l'échange font des pays dominés, intégrés au marché mondial, des pays en voie de sous-développement et d'asservissement.

Depuis le Japon, précédent qui n'en est pas un puisque justement le Japon s'est fermé à l'impérialisme avant de « démarrer », aucun pays ne s'est développé dans ce cadre. Quelques-uns ont été, à un moment ou à un autre, désignés comme exemples de développement capitaliste : la Côte d'Ivoire, l'Inde, le Ghana. Certains ont même connu un début de croissance du produit national

mais tous ont vu, ou verront, cette croissance artificielle de façade brisée par les mécanismes, leur échappant complètement, du marché mondial. Un pays dominé, dont le revenu national augmente, dont la bourgeoisie nationale s'enrichit du fait du cours élevé du cacao, du coton, de l'arachide ou du cuivre sur le marché mondial est nécessairement en sursis : les périodes favorables au cacao ou au coton sont *toujours* conjoncturelles. Mais la dégradation des termes de l'échange, elle, toujours est structurelle : à long terme il faudra chaque année vendre un peu plus de cuivre pour acheter une machine-outil, un peu plus de coton pour acheter un métier à tisser, un peu plus de cacahuètes pour acheter un tracteur. Aucun pays dominé n'a pu échapper à cette loi, aucun n'y échappera qu'en brisant l'emprise de l'impérialisme.

2. — Or, il se trouve que c'est en référence à ce développement mythique que se justifient les aides, assistances et coopérations de tout acabit. Le développement qui est ainsi proposé est présenté comme une espèce de processus continu coupé de seuils de progrès, indépendant de la situation de domination extérieure et des luttes sociales internes. Sur cette voie royale, avec un peu plus de capitaux, un peu plus de tracteurs, un peu plus d'ingénieurs, un peu plus d'organisation, on doit nécessairement parvenir, dans n'importe quelle société, au seuil du décollage économique, au magique « take off ». La coopération au sens large, c'est l'opération qui consiste pour les pays pourvus, à apporter aux pays dépourvus ce complément de capitaux, de tracteurs, d'ingénieurs et d'organisation.

Bien sûr, ce seuil magique a été conçu pour n'être point atteint. On s'en rapproche toujours, asymptotiquement, sans jamais le franchir. En attendant, pendant que le sous-développement vit éternellement son dernier quart d'heure, c'est le temps de bombance pour la coopération : et les ingénieurs et professeurs viennent en rangs serrés expliquer aux peuples qui n'en reviennent pas de cette sollicitude sans cesse renouvelée, qu'il leur faut sans répit

aller de l'avant, se moderniser, s'organiser avec l'aide de toujours plus d'ingénieurs, de professeurs, de capitaux, de machines importés.

Dès lors, la justification de la coopération par sa contribution au développement apparaît dans sa réalité : un alibi mystificateur. La vigilance impose qu'elle soit démasquée en tant que tel et que soit refusé, dans la situation actuelle, jusqu'à l'emploi même du terme de développement.

3. — Ce « développement » entouré de tant de sollicitudes extérieures ne peut, aux termes mêmes des experts, résulter que d'un projet « autocentré » (décisions prises par des nationaux en fonction d'intérêts nationaux) et autodynamique (les moyens du développement ne doivent pas dépendre de l'extérieur). En d'autres termes : « compter sur ses propres forces ». Ces conditions ne peuvent être réunies que par un processus révolutionnaire au cours duquel sera rompue la dépendance, éliminée la couche liée à l'impérialisme, et seront libérées dans les masses des énergies créatrices qui forgeront, dans la lutte, le projet historique dont le « développement économique » ne sera qu'un aspect second et déterminé. Il est évident qu'en attendant, la société ne sera pas arrêtée et que c'est pendant cette période de transition que se posera la question de la coopération. Il importe de la poser de façon réaliste et juste : l'action des militants engagés comme coopérants trouvera un terrain d'élection dans la dénonciation permanente du contenu impérialiste de la coopération.

Ils participeront ainsi activement, sur le front culturel, à la lutte anti-impérialiste. Mais il faut, dans cette participation au combat, se garder de certaines illusions idéalistes.

— Il est clair que les coopérants, quel que soit leur engagement, n'auront aucune part directe à l'élaboration du projet révolutionnaire, non pas du fait d'une quelcon-

que exclusion chauvine mais en raison même du rôle essentiel de la pratique sociale dans cette élaboration. Pour les mêmes raisons, l'action des coopérants devra être liée à leur pratique : critique de leur propre culture, critique de la coopération.

22 — Une autre illusion assez répandue chez les coopérants dits « progressistes » revient à croire naïvement que leur travail consiste à former des cadres pour « après » la révolution, à fabriquer dès aujourd'hui les chercheurs et les techniciens du développement socialiste et à préparer au Lénine à venir les cadres qui lui permettront de « sauter » (de faire l'économie de) la N.E.P. Comme si, en attendant le grand jour, ces « cadres » allaient pouvoir traverser l'histoire, comme le canard l'étang, sans se mouiller. Cette erreur provient d'une conception bourgeoise de l'école comme dispensatrice exclusive de la formation, affirmant ainsi la prééminence absolue de l'école sur la pratique sociale. Au vrai, ces « cadres », concrètement, sont destinés à vivre dans les conditions de la domination de l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste. Certains seront intégrés. Quant à ceux qui auront résisté, le socialisme qu'ils créeront demain n'existe dans aucun livre et ne peut être dispensé par aucune école.

Ceci dit, il ne faut pas sous-estimer l'importance du combat possible : le harcèlement des positions culturelles de l'impérialisme, notamment dans le secteur éducatif, mené de façon conséquente en liaison avec d'autres luttes, peut entraîner un recul de la culture de coopération. Ce reflux peut opérer comme un dévoilement des conditions concrètes, jusque là brouillées, de la réalité nationale et laisser place libre pour une réelle prise de conscience.

B. — LA REALITE : LA COOPERATION COMME INSTRUMENT DE DOMINATION IMPERIALISTE

Les effets de blocage et de prélèvement résultant de

la coopération économique et financière sont connus. Les prêts de capitaux, les maigres investissements étrangers ne compensent nullement la saignée provoquée par les évasions multiformes de capitaux et par la dégradation des termes de l'échange. Mais, l'assistance en cadres techniques ou culturels passe en général pour bénéfique ou neutre pour le pays assisté. La réalité est toute différente : la domination impérialiste est une et s'exprime par tous les moyens à sa disposition, économiques ou culturels. Les coopérants ne sont guère que les commis voyageurs, souvent inconscients, du capitalisme occidental. Ce rôle est joué directement par les assistants techniques qui au sein de l'Etat font prévaloir les modèles de développement et les technologies compatibles avec l'expansion du capitalisme européen et indirectement, par les enseignants qui distribuent la langue et la culture, qui préparent les cadres de demain à recevoir sans réticences les « modèles » de domination. Les structures d'accueil sont en place.

1. — La coopération technique, mandataire du capitalisme « avancé ».

Certes, le nombre des « assistants techniques » français n'a cessé de diminuer depuis l'indépendance. Il serait passé de 19.595 en 1957 à 1.500 environ en 1966 (1).

Les cadres supérieurs représentent environ 80 % de l'effectif total de l'assistance technique en 1966. Une étude sur les cadres agricoles, de 1966, recoupe ces données (2). Les assistants techniques dans l'administration agricole représentent seulement 8 % des cadres secondaires (cadres

(1) : F. OUALALOU : L'assistance étrangère face au développement économique du Maroc.

(2) : N. BOUDERBALA : Encadrement agricole et indépendance - BESM N° 110-111.

moyens non bacheliers), 30 % des cadres principaux (formation supérieure courte) et 70 % des cadres supérieurs. Les cadres étrangers occupent donc au sommet de la hiérarchie administrative une position dominante ... Réduite, l'assistance technique s'est retirée sur les hauteurs. Cette situation permet à la coopération technique de jouer un rôle sans commune mesure avec son importance numérique. Certes, la marocanisation s'est accomplie assez largement en ce qui concerne les postes de direction. Mais, symbole de l'indépendance retrouvée, cette marocanisation, souvent, se satisfait de l'affirmation du signe : les nationaux remplacent les étrangers à la tête des administrations. Mais, à égalité de grade, les cadres supérieurs marocains sont à peine plus nombreux, le plus souvent moins diplômés, plus jeunes et moins expérimentés que leurs homologues étrangers. La transformation est alors de pure façade et si le pouvoir de décision apparaît comme nationalisé, il s'en faut que la décision elle-même le soit. En effet, l'assistant technique exprime, dans sa propre langue, les normes et la rationalité de sa propre société : la société capitaliste avancée. Il bénéficie d'un héritage culturel constitué de longue date et transmis sans rupture historique qui lui donne à égalité de formation et de compétence technique, un avantage écrasant sur son collègue national, sur le plan de l'expression et de la formulation. Comme les problèmes sont toujours posés, non sur le plan de la connaissance concrète et de l'action dans la société, mais sur celui de la rationalité abstraite des décisions, cet héritage permet à l'assistant technique d'exercer un véritable monopole de la formulation de la problématique du devenir économique, social et politique du pays assisté. Ainsi, la coopération est le siège où s'élabore cette problématique essentielle : Que faire ? Et les problèmes sont posés par elle de façon qu'une seule réponse soit possible : « Faites comme nous avons fait ».

D'ailleurs, les coopérants dans ce domaine prêchent des convaincus : les cadres marocains, bons élèves des

mêmes écoles, sont les otages consentants et éblouis de cette culture de coopération qui les a fait ce qu'ils sont : une élite tenant tout son pouvoir du caractère ésotérique de son savoir, puissance magique qui les protège des réalités nationales par trop nauséabondes. Disciples zélés, ils ont été initiés par l'école bourgeoise à la délicate alchimie qui transforme l'asservissement impérialiste en balance des paiements et l'injustice sociale en éventail des revenus. Si complète est leur complicité avec le système qu'ils en épousent jusqu'aux rites les plus rétrogrades que déjà la métropole culturelle commence à abandonner : ainsi du culte des grandes écoles françaises, ces temples où, plus qu'ailleurs, sont dressés les serveurs de l'ordre capitaliste. Le mandarinat scientifique ou technique exercé en France par les élèves de ces écoles, connaît au Sud de la Méditerranée d'étranges prolongements.

En raison du principe de rareté cher à l'économie capitaliste et du caractère technocratique du recrutement du personnel politique, les mandarins deviennent dans ce pays proconsuls et capitaines d'entreprise. Ici, le diplôme français se transforme directement en capital. Ce raccourci est saisissant de l'idéologie à la pratique et le but de la culture de coopération idéologique du capitalisme européen est atteint sans coup férir.

Bien sûr, pris par le « pouvoir » et les affaires, les cadres nationaux abandonnent à leurs collègues étrangers, sortis des mêmes écoles, la gestion de la technique. Occasion pleinement saisie par le capitalisme dit « d'organisation », qui, disposant au cœur de la place d'un puissant service de promotion des ventes, exporte massivement ses sous-produits : programmation, informatique, cybernétique.

Le mépris du réel, la peur de la société concrète peut alors s'appuyer sur un extraordinaire appareil technique d'analyse, par lequel d'étranges martiens raffinent de plus en plus sur moins en moins de faits, la perfection étant atteinte lorsque cet appareil, atteignant enfin le « take off »,

prend son indépendance totale par rapport à la réalité.

Au vrai, le prestige de l'école bourgeoise occidentale est surtout celui de l'école française. Est présumé incapable celui qui parle polonais, espagnol, bulgare ou même anglais. Celui qui ne sait que l'arabe est, lui, à la fois incapable et rétrograde. La compétence, dans ce pays, s'exprime dans une seule langue, le français. De même, n'est médecin, professeur, ingénieur que celui qui sort d'écoles françaises. Les autres pays, même les nations sœurs du monde occidental, n'ont aux yeux des maîtres francophones de l'administration, ni enseignement, ni école : aucune équivalence ne leur est reconnue avec la grande culture.

Ainsi, la métropole culturelle peut envisager à terme le retrait de son assistance technique. La cinquième colonne est en place : le processus de reproduction élargie et continue de la pratique de coopération au sein de la collectivité nationale est en marche. Les coopérants étrangers peuvent passer le flambeau aux « coopérants » nationaux produits par un système éducatif hérité de la colonisation et qui, malgré l'ampleur quantitative de ses transformations, agit toujours dans le même sens : formation d'une élite liée culturellement puis économiquement à l'impérialisme.

2. — La coopération culturelle : 5^e colonne de l'impérialisme.

Le système éducatif colonial pratiquait une politique de discrimination raciale, sociale et politique. L'école était réservée aux enfants des français et à ceux des marocains qui en avaient les moyens ou se montraient loyaux serviteurs de la puissance protectrice. Au lendemain de l'indépendance, le Maroc s'est fixé, en matière d'enseignement, quatre objectifs majeurs, qui, en bonne logique, auraient dû lui permettre de rompre sa dépendance vis-à-vis de l'ex-métropole. Ce sont : l'unification, la généralisation, la marocanisation, l'arabisation. Il

importe de montrer ici comment, depuis bientôt 15 ans, le maintien et la pratique de la coopération ont permis de ralentir, de paralyser ou de vider totalement de son contenu, cette politique des quatre principes.

a. — La poussée démocratique dans le primaire (1956-1962).

Il faut en réalité distinguer schématiquement deux étapes :

Entre 1956 et 1962, les aspirations au savoir, à l'identité culturelle, libérées dans les masses par l'indépendance, ont exercé, momentanément, une forte pression sur les structures d'enseignement, surtout sur l'enseignement primaire, le seul qui fut alors au contact direct des masses et dont la transformation ait un contenu démocratique immédiat. C'est pendant cette période qu'ont été acquises toutes les conquêtes dans la poursuite des quatre objectifs.

Pour répondre aux vœux de la population, l'effort a donc été concentré sur le premier degré. L'enseignement public primaire triple ses effectifs entre 1956 et 1962 (371.750 à 939.100) et, avec près de 1 million d'enfants scolarisés, atteint le seuil de l'enseignement de masse et un taux de scolarisation proche de 50 %. Malgré une discrimination géographique et sociale persistante, qui a joué en faveur des villes et des classes privilégiées, l'élan de la scolarisation a entraîné l'entrée dans les écoles de nombreux enfants de paysans et d'ouvriers. Cette percée démocratique, dans le recrutement, ce progrès de la généralisation a entraîné des conséquences positives sur les trois autres objectifs. L'effort ayant été demandé à l'enseignement public, la part relative du privé a reculé de 25 % en 1956 à 8 % en 1962. De même, le gonflement massif des effectifs du primaire a entraîné dès 1959 sa marocanisation quasi intégrale, pour les élèves et pour les enseignants en 1962. L'arabisation a également progressé. En 1956, 10 heures d'arabe seulement sur

30 heures hebdomadaires dans les cinq années du primaire. Dès 1960, deux années (cours préparatoire et cours élémentaire 1) sont totalement arabisées et les trois autres arabisées à 50 % (1).

Ainsi, portées par la lame de fond du recrutement à la base, la généralisation, l'unification, la marocanisation et l'arabisation ont, dès 1962, atteint des niveaux qui n'ont pas été depuis sensiblement dépassés.

b. — Coup d'arrêt à partir de 1962 : la coopération, instrument de sélection et de répression.

Dès 1962, en effet, la situation a radicalement changé. Les pressions populaires sont moins fortes (les espoirs de l'indépendance sont tombés et l'école s'est dépréciée comme moyen de promotion) et la grosse vague primaire atteint au rivage secondaire.

Or, ni le système éducatif (secondaire trop faible et pas assez arabisé), ni l'économie (l'emploi dans l'administration commence à se saturer et il ne progresse pas dans le privé), ni la société (irruption de cadres d'origine populaire) ne sont en mesure de les accueillir. La « société » se sent menacée. Cette protubérance suspecte, formée dans les bas-fonds du primaire et qui monte inexorablement, risque de tout faire sauter : il faut l'arrêter.

LA COOPERATION MONTE LA GARDE

Depuis lors, toute la politique de l'enseignement s'explique par cette obsession : comment réduire, dans le secondaire et le supérieur, les conséquences de la poussée de 1956-60 ? La parade a reposé sur les deux actions suivantes :

- stopper la croissance du primaire,
- mettre en place à l'entrée et au cours du second-

taire un impitoyable système de sélection qui organisera un filtrage efficace des élèves.

Sur le premier front, la coopération sert de force de dissuasion ; sur le second, elle est en première ligne.

Dans le primaire, le Plan Quinquennal 1960-1964 avait fixé les objectifs suivants : 1 million 500.000 élèves à la fin du quinquennal (taux de scolarisation à 70 %), 2 millions 200.000 élèves en 1969 (taux de scolarisation à 100 %). Or, depuis 1962-63, les effectifs globaux du 1^{er} degré se sont stabilisés. 1963 : 1 million 115.745 élèves ; 1969 : 1 million 142.810 élèves, ce qui, compte tenu du croît démographique et du poids énorme des redoublements, entraîne une régression du taux de scolarisation. L'objectif est donc atteint, les effectifs du primaire sont contenus et n'augmenteront pas l'embouteillage des lycées et collèges.

La coopération a joué dans cette « fermeture » un rôle indirect, mais non sans importance : l'existence de la coopération en tant que culture dominante, la présence massive de coopérants dans le secondaire ont été un puissant facteur limitant du 1^{er} degré. Pourquoi développer un enseignement primaire en arabe, si on ne peut ni marocaniser ni donc arabiser le secondaire ? Pourquoi développer un enseignement primaire avec le concours d'enseignants marocains de faible qualification, alors que le secondaire, du fait de la coopération, maintient, du moins en théorie, ses exigences de niveau ? Pourquoi enfin scolariser des enfants rattachés à un milieu culturel dit « traditionnel », alors que dans le secondaire, grâce aux enseignants étrangers, est dispensé un enseignement « moderne » auquel rien ne les prépare ?

Dans le secondaire, la tâche assignée à la coopération est plus directe. Postée dans les secteurs de promotion, ceux qui forment les élites, elle est de plus en plus forte à mesure que l'on s'élève dans la scolarisation. Majoritaire dans l'ensemble du corps enseignant second-

(1) Plan Triennal 1965-1967.

daire (55 %), elle accroît son poids relatif dans l'enseignement secondaire public (57 %), puis dans l'enseignement secondaire général (62 %). Si l'on examine le groupe des enseignants en langue française du second degré, secteur noble s'il en est, qui monopolise les disciplines scientifiques, la domination statistique de la coopération, générale à tous les niveaux, apparaît écrasante dans les hauts grades : 90 % des professeurs de deuxième cycle, 87 % des professeurs de premier cycle, 94 % des répétiteurs instituteurs bacheliers, et 45 % des répétiteurs, instituteurs non bacheliers. Les coopérants ont donc le commandement absolu des accès et places-fortes qui jalonnent le circuit des élites et ils sont en mesure d'exercer des coupes sombres parmi les rescapés du premier degré.

LA COOPERATION COMME REPRESSION

26 Il faut reconnaître à cette sélection son efficacité. Dès le primaire, sur 100 élèves du cours préparatoire, 50 abandonnent avant le CM2 et 16 seulement arrivent dans le secondaire. Tout au long du secondaire, les déperditions (abandons + redoublements) évoluent entre 20 et 30 %. Les taux de réussite au C.E.S. et au baccalauréat s'effondrent : entre 1964 et 1966 : le taux de réussite au C.E.S. tombe de 50 % à 34 %. Quant au pourcentage de réussite au bac, sa baisse est brutale et régulière : 1964, 51 % ; 1965, 40 % ; 1966, 29 %.

De la base au sommet, tout est conçu pour désigner, parmi les élèves, ceux qui sont dignes de recevoir le seul vrai savoir, le savoir moderne et scientifique dispensé par les coopérants. Omniprésente, jusque dans les secteurs dont elle a été physiquement évacuée, la coopération a tout pouvoir pour séparer le bon grain de l'ivraie.

Déjà, dans le primaire, s'organise la discrimination entre le rural et l'urbain : 40 % des effectifs du premier degré sont scolarisés dans les campagnes alors que la population rurale regroupe 70 % de la population totale. Mais, au fils de paysan, l'instituteur des villes qui n'ac-

cepte pas son exil, décrit un monde moderne, idéalisé par la nostalgie et la culture de coopération, qui est la négation même de tout ce que sait et croit l'enfant des campagnes. Tout le savoir, toute l'expérience qui fait qu'un homme est un homme à la campagne est nié, piétiné. L'enfant est venu entendre l'instituteur lui expliquer qu'il n'existe pas et lui proposer comme seule voie de salut son propre reniement et la trahison de sa classe. Il est vrai que l'école est l'occasion d'autres découvertes : extrait du village où le travail, le sexe, la parole et la propriété sont inscrits dans le temps à leur place précise, l'enfant apprend que l'argent, télescopant le temps social, peut donner tout de suite et à la fois, le travail, la propriété, le sexe et la parole.

Plus il s'élève dans la scolarité et plus la pression se fait sur lui insistante de renier ses origines. Dès le début du secondaire, les rescapés du primaire rencontrent massivement la langue étrangère, langue de civilisation et de science, et l'enseignant français, dispensateur privilégié du savoir puisque le savoir est français. Réprimés dans leur origine de classe (paysans et ouvriers), réprimés dans leur langue, réprimés dans leur histoire et dans leur culture, ces parvenus de la connaissance sont expulsés par bataillons entiers du cercle des élus qu'ils n'auraient jamais dû franchir. Prêtant complaisamment les armes de sa langue, de sa culture, de son histoire, la coopération apporte à cette besogne un soutien décisif en appliquant avec un zèle morbide le couperet du niveau. Bientôt le but aura été atteint : les barrages, où veille la coopération, éliminant en masse les enfants des classes populaires, ne laisseront plus passer que les sectateurs des couches liées à l'impérialisme et les zéloteurs de sa culture. Ainsi, l'enseignement hérité de la colonisation, après quelques ratés à l'indépendance, retrouve, avec le soutien des anciens, tout son potentiel répressif.

La politique des quatre principes est bien vidée de son contenu. On a vu le rôle de la coopération, principal

instrument de la sélection, contre la généralisation et la démocratisation. La marocanisation, elle aussi, est gênée par l'opportune présence des coopérants qui dispense d'une formation accélérée et massive d'enseignants nationaux, coûteuse pour les finances publiques et incertaine politiquement. La coopération est concentrée dans le 2^e cycle où son rôle est d'éliminer les « mauvais » élèves. Mais elle est forte également dans le premier cycle où, de plus en plus, elle va prendre la place d'enseignants marocains. Ainsi, dans la section la plus importante du secondaire moderne, les enseignants étrangers regroupent 87 % des professeurs de premier cycle, 94 % des répétiteurs, instituteurs bacheliers et 45 % des répétiteurs instituteurs non bacheliers. L'arabisation, liée à la marocanisation, se heurte aussi à cette forte présence d'étrangers qui non seulement ne peuvent enseigner en arabe mais, de plus, doivent recevoir, de l'amont des élèves formés en français et ne peuvent produire pour l'aval que des francophones. Quant à l'unification, sa réalisation est toute formelle : comme on l'a vu, c'est de l'intérieur que l'enseignement est investi par la coopération, cinquième colonne de la domi-

nation étrangère. Malgré sa faible importance numérique, il ne faut pas non plus négliger le rôle qualitatif de la Mission Universitaire et Culturelle Française : c'est le sommet du cursus honorum de l'aspirant en culture de coopération qu'il vient consommer là, à la source, le lieu où enfin entre soi, débarrassées de toute interférence triviale, élites nationales et étrangères communient dans le culte commun.

Au nom du réalisme, d'étranges discours appelés plans tracent un avenir « inévitable » : « Hier étaient l'école, la culture, la langue de l'occupant. Demain ce sera l'école, la culture, la langue du peuple. Mais aujourd'hui il faut reconnaître la dure leçon des faits : il n'y a pas de maîtres nationaux, de manuels en arabe, d'enseignement scientifique ». Bureaux du Plan, étranges officines où s'écrit l'avenir et où toujours le passé est invoqué contre l'avenir. Logique simpliste évidente : l'école était française, l'école sera marocaine, donc l'école est française. C'est le rôle de la culture de coopération de faire en sorte que l'école nationale reste toujours dans l'avenir et que l'école étrangère soit toujours dans le présent.

appel pour un fonds de soutien de "SOUFFLES"

Pour des raisons financières, SOUFFLES a dû freiner au cours de cette année le rythme de ses parutions.

Depuis sa création en mars 1966, la revue s'est débattue en permanence dans des problèmes d'ordre matériel. Ces problèmes, nous le savons, sont normaux lorsqu'il s'agit d'une publication militante mise à l'index des entreprises capitalistes qui règlent d'habitude, par l'octroi de la publicité, le sort de la presse.

Malgré ces difficultés, SOUFFLES a tenu contre toutes les prévisions pessimistes, contre toutes les normes du « bon sens » commercial dans ce domaine.

Si elle a tenu, c'est justement parce qu'elle n'a jamais été une entreprise dont le jeu capitaliste pouvait régler le sort. C'est parce qu'elle a exprimé, s'est identifiée à un combat qui ne concerne pas un groupe restreint mais qui est celui de toutes les forces progressistes luttant, dans notre pays, contre les différentes formes d'exploitation et d'oppression, qu'elles soient idéologiques, culturelles ou économiques et politiques. Aussi, nos lecteurs, nos amis n'ont cessé de nous apporter le soutien moral et matériel qui nous a permis de continuer jusqu'ici. Mais, si ce soutien fut assidu, enthousiaste, il n'a pas été assez large et systématique pour aider la revue à faire face à ses difficultés, aux exigences matérielles croissantes.

Si bien qu'après des années d'existence, nous nous trouvons face à un déficit de l'ordre de 10.000 DH (un million), qu'il nous faut combler d'urgence.

Nous faisons appel à tous nos lecteurs, à tous les amis de la revue, à tous ceux qui sont concernés par notre combat pour qu'ils nous aident à résoudre le problème financier de SOUFFLES. Nous savons que cet appel sera une petite bataille que nous livrons pour nous assurer davantage des liens qui unissent notre revue à ses lecteurs, à tous les progressistes au Maroc, au Maghreb et à l'étranger.

Cette « bataille pour le million », nous sommes convaincus que vous nous aiderez à la gagner. Si nous la gagnons, fondamentalement, cela voudra dire que SOUFFLES est devenue indispensable à la lutte des forces progressistes dans notre pays, et au dialogue exigeant et militant entre nous et nos amis du Maghreb et d'ailleurs.

Soutenez SOUFFLES — Envoyez au fonds de soutien de SOUFFLES vos contributions.

SOUFFLES — 4, avenue Pasteur, Rabat — C.C.P. 989 79 Rabat, « Fonds de soutien ».

LISEZ

انفاس

مجلة فكرية عربية مغربية (تصدر شهريا)

revue culturelle maghrébine en langue arabe «mensuelle»

Au sommaire des premiers numéros :

N° 1 (mai 1971)

- Les phases d'évolution politique de la classe ouvrière marocaine
- Le problème agraire au Maroc
- La révolution palestinienne dans l'hebdomadaire « Palestine »
- Les leçons de la lutte du peuple vietnamien
- Sous-développement et Tiers-Monde
- Vers une solution démocratique du problème palestinien

N° 2 (juin 1971)

- Le 5 juin 67 et les séquelles de la Défaite
- L'évolution du mouvement étudiant marocain
- La lutte des classes en Egypte de 1945 à 1968 (1)
- Le Tchad
- « L'autocritique » de Allal Al Fassi et la crise de la pensée salafite (1)
- Culture nouvelle et libération idéologique
- La situation sociale au Dhofar

N° 3/4 (juillet-août 1971)

- La réalité du procès de Marrakech
- Le problème agraire dans la région du Gharb
- A propos de « La crise du Moyen-Orient et le problème palestinien » de M. Ali Yata
- La lutte des classes en Egypte de 1945 à 1968 (2)
- La crise de la pensée salafite (2)
- Dictature et démocratie
- La pénétration d'Israël en Afrique

N° 5 (octobre 1971)

- La Presse nationale et les problèmes arabes
- Remarques sur « la crise économique »
- La réalité de l'Union arabe tripartite
- La situation des classes en Algérie (1)
- Débat autour du « mouvement national »
- La poésie, arme invisible, lecture nouvelle d'Al Bayati, poète irakien

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour des raisons de commodité, nous avons dû abandonner la formule d'abonnements annuels et la remplacer par l'abonnement par tranche de 6 numéros.

Nos lecteurs doivent donc nous préciser par quel numéro ils voudraient commencer leur abonnement (à la suite de quoi ils recevront le numéro en question et les cinq suivants).

Nom Prénom
Adresse
Ville Pays

TARIFS

Abonnement de soutien à partir de 50 DH

Abonnement ordinaire :

Maroc 20 DH

Monde Arabe 25 DH

Europe et Afrique 30 DH

Amériques et autres 50 DH

Somme que je verse à votre C.C.P. : SOUFFLES, Rabat 989 79 ou que je vous adresse par mandat - poste ou chèque bancaire à l'ordre de SOUFFLES, 4 avenue Pasteur, Rabat, Maroc

Nous ne pouvons fournir de spécimen gratuit. Toute demande de spécimen doit être accompagnée pour être satisfaite, de la somme de 5 DH en coupons-réponses internationaux. Aucun envoi n'est fait contre-remboursement.

Lisez
AFRICASIA

Le journal du Tiers Monde

Administration rédaction
22, rue de la Banque
75 Paris 1er

Abonnements

MAROC : BMCE n° de compte
80 4559 4
241, Bd. Mohammed V Casablanca

ALGERIE : SNED. 3 bd. Zirout Youssef

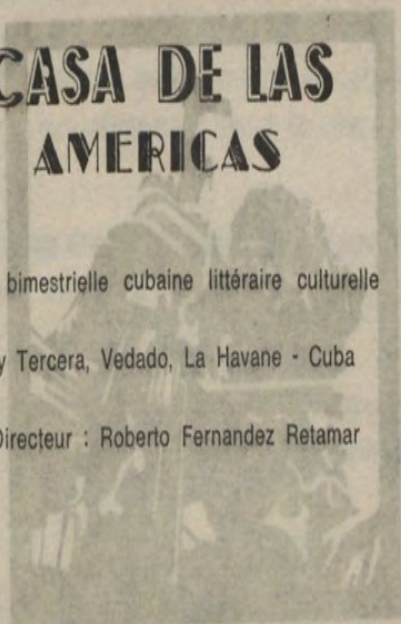
TUNISIE : UBCI rue Essadikia, compte 8975
Tunis

**CASA DE LAS
AMERICAS**

Revue bimestrielle cubaine littéraire culturelle

G y Tercera, Vedado, La Havane - Cuba

Directeur : Roberto Fernandez Retamar

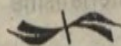


Palestina

revue mensuelle publiée par le "Comité italien
de solidarité avec le peuple palestinien"

Directeur : Pietro Petrucci

Adresse : Via del Corso 267 00186 - Roma-Italie



**SOLIDARITE
PALESTINE**

Organe du comité national belge de "Solidarité
avec la résistance palestinienne et les peuples
arabes"

Adresse : S.R.P.A., Avenue du général
Dumonceau, 37 - 1190 Bruxelles - Belgique



POUR UNE MEILLEURE INFORMATION

SOUFFLES propose un échange publicitaire avec toutes les revues et publications anti-impérialistes et de soutien à la
cause des peuples palestinien et arabes.